



Synthèse de la réunion de la Fédération des CIQ du 6^e arrondissement de Marseille, du **15 septembre 2005**

Celle-ci a abordé plusieurs points majeurs touchant à l'organisation interne, aux problématiques de sécurité, de cadre de vie, et à la stratégie numérique.

I. Organisation, Administration et Statuts

La Fédération des CIQ du 6^e arrondissement compte actuellement huit CIQ. Le statut prévoit la tenue d'une assemblée générale (AG) annuelle et la prochaine AG sera l'occasion, peut-être, d'étoffer le Conseil d'Administration (CA) en rappelant que **seuls les présidents des CIQ ont le droit de vote** au sein du CA.

Un point important à l'ordre du jour d'une prochaine réunion concernera les **assurances**. Les participants ont débattu de la couverture (savoir si le CIQ ou ses membres sont couverts) et de la responsabilité des démarches administratives. Actuellement, l'assurance est négociée par la Confédération, avec un tarif de groupe avantageux de **40 € par an par CIQ**. Certains membres suggèrent que les CIQ s'assurent individuellement, même si cela serait plus coûteux.

II. Groupes Partenariat opérationnel (GPO) et Remontée d'Information

Le fonctionnement et le manque de retour des GPO des responsables des GPO suscitent des frustrations. La Préfecture de Police pilote les GPO et **aucun compte-rendu écrit n'est diffusé** (l'information remonte au Ministère de l'Intérieur). En effet n'en sont destinataires que les donneurs d'ordre

Les CIQ jouent leur rôle en transmettant aux autorités les informations issues du terrain. Toutefois, la Fédération du 6^e arrondissement est souvent interpellée lors des GPO, car elle signale des problèmes de propreté ou de voirie — des sujets considérés comme extérieurs à l'objectif principal des GPO, centrés sur la sécurité. Concernant ce point il faut en priorité signaler les problèmes via l'application 3RFLEX et si on n'a pas de réponse on le signale si la question est en lien une problématique de sécurité La Préfecture assure la coordination de ces réunions, véritables instances de concertation qui rassemblent la mairie centrale, la mairie d'arrondissement, l'Académie, la Métropole, la RTM et d'autres acteurs institutionnels.

Pour améliorer l'efficacité, il est proposé que la prochaine réunion soit centrée sur les GPO et qu'un calendrier d'accompagnement soit mis en place, permettant aux CIQ d'accompagner la présidente Patricia aux réunions des GPO.

III. Réorganisation et Cartographie des CIQ

La Fédération souhaite discuter d'une réorganisation et restructuration des CIQ, visant potentiellement à **passer de huit à six CIQ**. L'objectif est d'assurer une **cohérence territoriale** face à des problématiques similaires (circulation, stationnement, sécurité, voirie).

1. La **cartographie** est jugée indispensable pour définir les limites précises. La difficulté réside à obtenir les listes des rues et, idéalement, les numéros de rue pour délimiter clairement les zones d'intervention de chaque CIQ. Le problème de l'absence répétée aux réunions d'un CIQ est mentionné comme problématique pour la visibilité de ces secteurs et pour mener à bien cette réorganisation.

IV. Outils Numériques et Finances

Daniel a présenté le projet de site internet pour la Fédération : **CIQ-marseille6.fr**. Les objectifs sont doubles : améliorer la communication externe et optimiser le fonctionnement interne (archivage, accès aux documents).

Concernant les coûts :

1. L'achat du nom de domaine (l'étiquette) est de **15 € par an**. Le CIQ Castellan (Gilbert) propose de couvrir ce coût pour la Fédération.
2. Des outils pour améliorer l'autonomie et les fonctionnalités (simplification, newsletters, etc.) sont proposés pour un coût maximal de **540 € par an**.
3. Après discussion, il a été **voté à l'unanimité** d'adopter ces options pour la première année. La somme sera répartie entre les neuf entités (8 CIQ et la Fédération), soit **60 € par CIQ/entité**. Le règlement de 60 € est demandé pour la prochaine réunion, le 23 septembre.
4. Une **convention** est jugée nécessaire pour définir les responsabilités et la ligne éditoriale du site, ainsi que pour justifier les dépenses dans la comptabilité des CIQ.

V. Projets et Problématiques Spécifiques

- **Lutte contre les Tags (ALLotag)** : Le collectif ALLotag souhaite élargir son action aux CIQ du centre-ville (notamment Liautaud) car les nuisances liées aux tags augmentent. L'Office du Tourisme est vivement critiqué pour la promotion du "street art" générant des visites payantes, alors que le coût du nettoyage est estimé à 2 millions d'euros en 2024 et 4 millions en 2025.
- **AOT et Occupation Illicite de l'Espace Public** : L'opacité des Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) et le développement des terrasses illicites sont soulevés comme des problèmes de sécurité. Une rumeur circule selon laquelle les services auraient reçu l'instruction de **ne plus verbaliser les dépassements d'emplacement**.
- **PLUI 2028** : Un groupe de travail de la Confédération est en cours de formation pour anticiper la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) prévue pour **2028**.